

Le projet éducatif territorial : un outil dans le champ de l'enfance et de la jeunesse

Si la territorialisation des politiques de santé reste relativement récente, le champ éducatif – avec les établissements scolaires, les associations, les collectivités territoriales – a mis en place de nombreux dispositifs permettant de répondre aux besoins des publics. L'intérêt des démarches entreprises par la Ligue de l'enseignement est de montrer que différents moyens peuvent être utilisés pour aborder les questions de santé : formation des délégués-élèves, conseil municipal de jeunes...

Les questions de santé et de prévention sont une des préoccupations majeures de notre société. Elles émergent ainsi fréquemment par le biais des diagnostics que nous réalisons auprès des acteurs, des habitants, des jeunes, dans le cadre de projets éducatifs territoriaux qui sont le cadre d'organisation d'une mission éducative partagée entre l'État, les personnels de l'Éducation nationale, les collectivités territoriales, les associations et les familles (1). Ils concernent des temps et des espaces différents, qu'il est nécessaire d'articuler dans un souci de complémentarité, d'interaction et de continuité éducatives. Ils conduisent les différentes catégories professionnelles impliquées et les différents décideurs, les bénévoles, à croiser leur regard, œuvrer conjointement autour d'un diagnostic et d'objectifs communs, favorisés par des temps de réflexion et de formation également communs. Les démarches et activités mises en œuvre reposent sur la place donnée à la parole et à l'acte des enfants et des adolescents.

Les projets éducatifs territoriaux et l'éducation à la santé

L'actualité se nourrit d'interpellations et d'interrogations sur des thèmes comme alimentation et santé, prévention des toxicomanies ou maladies sexuellement transmissibles, etc. À titre d'exemple, lors de formations de délégués-élèves des collèges et lycées que nous développons, la suppression des distributeurs de friandises dans les éta-

blissements scolaires est souvent présentée comme un fait marquant par les élèves. Les débats, souvent passionnés, qui ont accompagné cette mesure, sont significatifs d'une société traversée de contradictions au niveau de ses affirmations comme au niveau de ce qu'elle cherche à mettre en œuvre.

Par ailleurs, malgré des aléas, le système éducatif garde la confiance des enfants, des adolescents et de leurs familles. En ce sens, il se confirme qu'il a un rôle essentiel à jouer dans le domaine de la santé. Aujourd'hui, prenant parfois appui sur les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, des projets de prévention mobilisent à la fois les jeunes eux-mêmes, les infirmières, les médecins scolaires, les assistants de service social, les éducateurs, les enseignants, ainsi que les parents d'élèves. C'est en effet une des responsabilités de l'École de développer ses actions en favorisant le plus possible la parole et la participation des enfants et des jeunes eux-mêmes. Mais un centre social, une association de quartier, un centre municipal de santé ou encore les services du conseil général poursuivent les mêmes objectifs et utilisent souvent les mêmes modalités d'action. Il paraît donc comme une évidence que ces initiatives et ces compétences doivent converger, que les acteurs doivent se concerter et s'associer pour être plus efficaces.

Par exemple, le service de santé scolaire de la Ville de Lyon a développé une action d'éducation à la vie sexuelle et

affective à destination des enfants des cycles 2 et 3 des écoles primaires², sous forme d'interventions sur le temps scolaire. À chaque séance sont ainsi présents deux intervenants (parmi les assistantes sociales, infirmières, médecins ou encore éducateurs pour la santé) : tandis que l'un anime, l'autre est attentif aux réactions des enfants. L'action est menée à la demande des enseignants et implique les familles. En rassemblant l'ensemble de ces acteurs, ce sont deux mille élèves, en 2005, qui ont été concernés par ce projet. « *Contrairement à ce que beaucoup pensent, la sexualité n'est pas quelque chose d'inné, elle se construit. L'école a un rôle à jouer, au niveau social, public. L'intime n'est pas de la responsabilité de l'école, nous proposons un complément à l'éducation familiale* », explique Marie-Françoise Sommer-Peytavin, responsable du service d'éducation pour la santé de la ville de Lyon.

L'outil de cette cohérence est, à nos yeux, le projet éducatif de territoire, pour lequel est associé, dès son élaboration, l'ensemble des acteurs, habitants et partenaires.

Acteurs de leur prévention

Ainsi, la fédération départementale de la Ligue de l'enseignement du Cher s'est investie depuis quatre ans dans la réalisation d'un DVD sur les problèmes de toxicomanie. Coordonné par la direction départementale de la Jeunesse et des Sports, ce projet a réuni plusieurs partenaires parmi lesquels, pour le volet prévention, le comité d'éducation pour



la santé, le Centre d'aide et d'écoute des toxicomanes et, pour le volet artistique, l'Anpaa 18², Bandits-mages et Emmetrop.

L'approche retenue pour ce DVD est de présenter des témoignages de jeunes adultes sur des problèmes de dépendances, à partir de scénarios imaginés et tournés dans le département du Cher avec l'aide de sept réalisateurs. Aujourd'hui finalisé, ce DVD comporte sept courts-métrages qui développent des thèmes comme les substances à bas prix, la consommation en groupe, la loi, la consommation et la contestation sociale ou encore les conduites à risques.

À Vierzon, une réalisatrice a travaillé avec une équipe du centre municipal d'animation jeunesse. Trois jours de tournage ont eu lieu dans un lycée, dans un café, puis à l'École nationale supérieure d'arts de Bourges. « *Le personnage principal revoit quelques minutes de sa vie et il s'aperçoit qu'il tourne toujours sur lui-même, qu'il soit avec ses amis, au travail ou avec sa copine. À cause de la drogue, il est déconnecté de la réalité* », explique la réalisatrice. Sept mille exemplaires du DVD sont en cours de diffusion³.

...Les plus jeunes aussi

Dans le département de Haute-Loire, le service culturel de la Fédération de la Ligue de l'enseignement pilote une action en matière d'éducation à la sexualité sous l'angle d'apports d'infor-

mations claires et précises sur les comportements de prévention adaptés. Il s'agit, en effet, de susciter une première réflexion sur la gestion des risques et les comportements de santé. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de partenariats territoriaux entre le secteur associatif et les écoles. Les enfants concernés sont ceux du cycle 3. Les parents y sont associés. Ce travail se fait également en relation avec l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM).

Les supports utilisés sont des jeux de carte, des exposés, des productions d'écrits, des questions posées par les enfants. « *Souvent, nous ne nous servons que d'éléments catalyseurs et un dialogue s'instaure après plus librement... Par contre, dans la démarche, il nous paraît fondamental que les maîtres s'abstiennent d'assister à la partie où sont travaillées les réponses aux questions... En effet, les enfants ont plus de difficultés à aborder ou à s'exprimer sur des choses et des pensées intimes lorsque les enseignants de la classe sont présents. C'est d'autant plus vrai dans les zones les plus populaires. De la même façon, séparer les garçons et les filles favorise également la prise de parole* », explique la fédération départementale.

Ce projet existe depuis 1997 : il a permis une formation d'adultes (assistants d'éducation, animateurs scolaires, personnels de santé scolaire, etc.) à la fois sur une prévention précoce des IST mais également, plus générale, sur

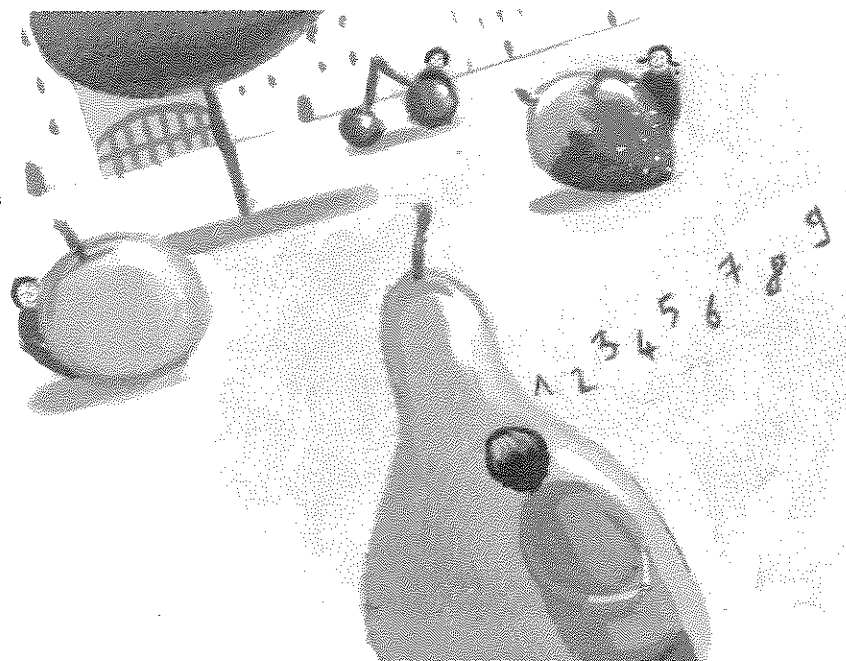
l'éducation à la santé, et les met en posture de répondre aux questionnements de l'enfant.

Projet éducatif territorial, conseil municipal des enfants et nutrition

Autre domaine, autre territoire : le centre national de ressources Restaurants d'enfants et de jeunes de la Ligue de l'enseignement⁴ travaille notamment avec une ville de Vendée dans le cadre de son projet éducatif global sur la qualité de la restauration scolaire municipale. En effet, la commune met en œuvre ce service de restauration collective, qui concerne au premier rang les familles.

Dans le cadre d'une étude préalablement réalisée, un médecin insistait sur le fait qu'il est important de reconnaître aux enfants le droit d'exprimer leur point de vue dans les actions d'éducation à la santé. De cette manière, le sens critique influera sur la capacité de l'enfant à choisir sa nourriture.

Dans cette logique, un partenariat avec les enfants du conseil municipal des enfants (CME) est réalisé. Le CME, qui regroupe des enfants de CM1 et CM2 élus pour deux ans par leurs camarades de classe (renouvellement par moitié tous les deux ans), constitue un outil d'apprentissage actif de la démocratie qui permet aux enfants d'une classe, d'une école, une éducation à la citoyenneté active et concrète.



Le conseil municipal des enfants est chargé de représenter ses pairs auprès des élus aînés du conseil municipal de la ville à travers trois objectifs principaux :

- être le porte-parole des enfants de la cité ;
- consulter les autres enfants sur les sujets qui leur paraissent importants ;
- proposer des projets pour la commune. C'est en cela qu'il peut se mobiliser autour d'actions pour l'éducation à la santé.

Les intérêts de ce choix sont multiples. Il s'agit de permettre aux enfants de discuter entre eux de l'alimentation et de faire des propositions pour toucher tous les enfants et de sensibiliser des jeunes « élus » aux conséquences d'une mauvaise alimentation et au rôle que doit jouer, dans ce domaine, une commune.

La démarche choisie a été la suivante : une présentation du projet à tous ces élus, des consultations régulières pour connaître leur avis à travers la réalisation d'une enquête auprès de leurs camarades sur leurs pratiques alimentaires, une mise en œuvre d'actions de sensibilisation en partenariat avec eux, en particulier dans le cadre de la commission santé du CME.

De leur côté, les familles jouent un rôle essentiel pour l'adoption de bons comportements alimentaires. La famille

doit servir de « filtre de décryptage » de tous les messages reçus, parfois contradictoires, qui vont influencer les comportements des enfants. La commune a donc choisi de faciliter la circulation de l'information pour lui permettre, en retour, de composer des repas variés et équilibrés : réunions d'information, actualisation du site Internet municipal, tracts diffusés aux familles ont ainsi été privilégiés. Pour les familles exposées aux difficultés, des rencontres autour du thème de l'alimentation ont été organisées.

Tout projet éducatif territorial devant aussi faire le lien entre les différents temps de l'enfant, un lien est actuellement recherché entre les programmes scolaires et ce qui se passe durant le temps du repas.

Dans le cadre du projet nutrition, la valeur ajoutée du projet éducatif territorial repose sur une mobilisation plus importante des partenaires. En effet, si les responsables du service des affaires scolaires ont désormais à mobiliser les gestionnaires des restaurants des écoles, les enseignants et les parents d'élèves, ils n'ont pas, seuls, assez de légitimité pour initier une véritable politique de promotion de la santé, qui relève de la plupart des secteurs de la vie de la cité : loisirs, habitat, conditions d'emploi... Si le public des actions peut d'abord être les enfants, il doit aussi s'étendre à d'autres publics pour une

diffusion de bonnes pratiques : sensibilisation des familles, formation des acteurs... Il faudra sûrement s'interroger sur la mise en place de relais pour développer les conditions favorables à la santé avec l'implication des habitants, cela afin de battre en brèche un message unidirectionnel et culpabilisant, dont les résultats sont limités...

Pour conclure : l'intérêt du projet éducatif territorial

L'approche territorialisée au travers du projet éducatif territorial apparaît indispensable comme outil de complémentarité entre l'école et le temps de loisirs, comme mobilisation des partenaires et, pour l'éducation pour la santé, elle peut aussi être une opportunité jusqu'alors peu utilisée.

Arnold Bac

Responsable du secteur Éducation,

Damien Raymond

Chargé de mission Éducation,

Ligue de l'enseignement.

1. Cycle 2 : grande section de maternelle, cours préparatoire, cours élémentaire 1^{re} année ; cycle 3 : cours élémentaire 2^e année, cours moyen 1^{er} année, cours moyen 2^e année.

2. Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Cher).

3. S'adresser au comité départemental d'éducation pour la santé du Cher : tél. 02 48 24 38 96 ou codes-ducber@wanadoo.fr

4. Centre national de ressources Restaurants d'enfants et de jeunes de la Ligue de l'enseignement : tél. 02 51 86 33 12 ou site Internet www.resto-enfant-jeune.org

Contact

Ligue de l'enseignement - 3, rue Récamier -

75341 Paris Cedex 07

Tél. : 01.43.58.97.33

Fax : 01.43.58.97.34

Courriel : informations@laligue.org

Site Internet : www.laligue.org

► Référence bibliographique

(1) *Projet éducatif, territoires et habitants*. Troisièmes rencontres nationales de l'éducation. Rennes, octobre 2002. Scérén-CNDP, Ville-école-intégration Enjeux ; hors-série n° 7, septembre 2003.